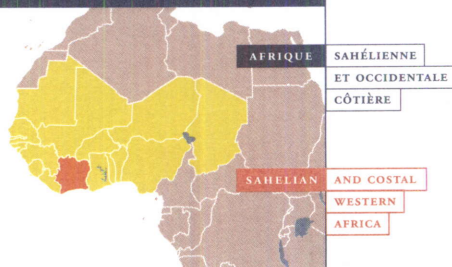




# CÔTE D'IVOIRE



## Indicateurs économiques

PNB par habitant	630 \$ (1993)
Exportations	2473 mio \$ (1993)
cacao	31 %
café	8 %
Service de la dette / exportations	30 % (1993)

## Indicateurs sociaux

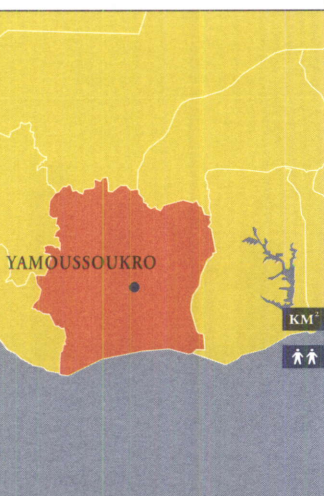
Taux de croissance de la population	3,68 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	69 % (1993)
Taux d'urbanisation	42 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	630 \$ (1993)
Exports	2473 mio \$ (1993)
cocoa	31 %
coffee	8 %
Debt service / exports	30 % (1993)

## Social indicators

Population growth rate	3.68 % (1990-1995)
Primary schooling rate	69 % (1993)
Urbanization rate	42 % (1993)



INDÉPENDANTE depuis 1960, la Côte d'Ivoire a connu une grande stabilité politique en évoluant sans heurts graves vers un régime démocratique. Cette situation a fait de la Côte d'Ivoire un pôle de développement régional important avec un taux de croissance réel de 7 % par an.

La région côtière a assuré la prospérité du pays grâce aux exportations agricoles: cacao (1er producteur mondial), café (parmi les quatre leaders mondiaux), bois, caoutchouc, coton, etc. La crise des produits de base a été durement ressentie par le pays qui connaît encore une situation difficile, avec un endettement massif. Au début des années 90, le gouvernement a lancé une série de réformes macro-économiques importantes afin d'assainir les finances publiques, ainsi que des programmes de restructuration sectorielle en vue de relancer l'économie et la croissance. La Côte d'Ivoire s'est aussi engagée dans une phase active de privatisation. La récente dévaluation du Franc CFA devrait également contribuer à relancer l'économie ivoirienne.

La coopération avec la Côte d'Ivoire est caractérisée par l'importance exceptionnelle des transferts au titre du Stabex, qui dépassent de loin les montants des Programmes Indicatifs Nationaux: ainsi, de Lomé I à IV, plus de 720 millions d'écus ont été alloués au pays, essentiellement pour le café et le cacao, dont 365 millions sous Lomé III et 248 millions sous Lomé IV. Les fonds du Stabex servent à améliorer la rentabilité des filières café et cacao ainsi qu'à diversifier l'agriculture.

Le Programme Indicatif de Lomé IV (90 millions d'écus) est consacré pour moitié au développement rural dans un objectif de diversification agricole et de protection de l'environnement: réalisation d'un marché de gros; appui à la riziculture; appui aux exportations d'ananas; projets de gestion des forêts; microréalisations.

Les autres domaines d'activités concernent la santé et le soutien à la politique de décentralisation (renforcement du rôle des communes). L'appui important qui a été également octroyé au pays, en 1992, 1993 et 1994, au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (15,5 - 18,5 et 28,8 millions d'écus), a été ciblé dans ces deux secteurs.

La Côte d'Ivoire a aussi été un des plus importants bénéficiaires des financements de la Banque Européenne d'Investissement. C'est en Côte d'Ivoire qu'à été signé, en 1965, le premier prêt finançant un projet à l'extérieur de l'Union européenne. Depuis cette année-là, les engagements de la Banque ont atteint un montant cumulé dépassant 250 millions d'écus avec un maximum d'intervention sous Lomé II et III (dont notamment 50 millions et 87 millions d'écus respectivement, sur ressources propres).

La Côte d'Ivoire figure parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de banane qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production (7,2 millions d'écus déjà engagés). Enfin, près de 8 millions d'écus ont été versés depuis 1991 au titre de l'accord pêche.

INDEPENDENT since 1960, Côte d'Ivoire has experienced great political stability and has evolved without serious problems towards a democratic regime. This situation has made the country a centre of important regional development, with an effective growth rate of 7 % a year.

The coastal region has made the country prosperous, thanks to agricultural exports: cocoa (of which Côte d'Ivoire is the largest producer in the world), coffee (it ranks among the four leaders in the world), wood, rubber, cotton, etc. The crisis in commodities has hit the country hard and it is still experiencing a difficult situation with massive indebtedness. At the beginning of 1990s, the Government embarked on major macro-economic reforms aimed at rationalising public finances, sectoral restructuring programmes to help relaunch the economy and growth, and also begun an active phase of privatisation. Devaluation of the CFA Franc should also help relaunch the Côte d'Ivoire economy.

Cooperation with Côte d'Ivoire is characterised by the exceptional amount of Stabex transfers which exceed by far National Indicative Programme resources: from Lomé I to IV more than ECU 720 million has been allocated to the country, of which ECU 365 million under Lomé III and ECU 248 million under Lomé IV. Stabex funds are designed to improve the profitability of the coffee and cocoa sectors and to diversify agriculture.

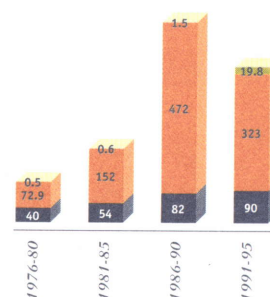
Half of the ECU 90 million Lomé IV Indicative Programme is devoted to rural development, with the objective of diversification and environmental protection: realisation of a wholesale market; support for rice-growing and pineapple exports; forest management projects; microprojects.

Other areas of activity concern health care and backing for the policy of decentralisation (reinforcement of the role of communes). An important support from the Structural Adjustment Facility was also been allocated to the country in 1992, 1993 and 1994 (ECU 15.5, 18.5 and 28.8 million) and is targeted on these two sectors.

Côte d'Ivoire has also been one of the greatest beneficiaries of the European Investment Bank financing. In 1965, the first loan financing a project outside the European Union was signed in Côte d'Ivoire. Since then, the Bank's commitments have amounted to a total of more than ECU 250 million, with a maximum intervention under Lomé II and III (including, in particular, respectively ECU 50 million and 87 million from its own resources).

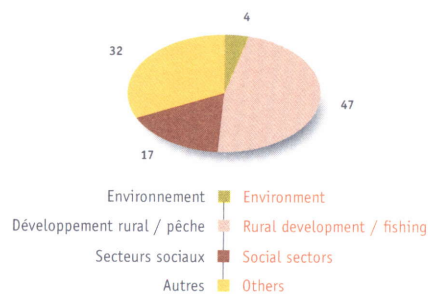
The special system of assistance to ACP traditional banana producers introduced in 1994 will also benefit the Côte d'Ivoire's banana sector (ECU 7.2 million already committed) in helping to improve productivity and quality. Lastly, Côte d'Ivoire has benefited from ECU 8 million under the fishing agreement.

FED / EDF + BUDGET  
dotations millions d'écus  
allocations ECU million



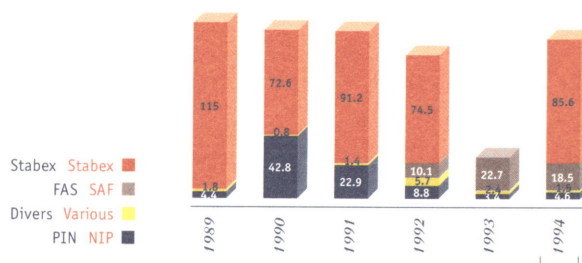
■ Budget Budget  
■ Autres FED + BEI Others EDF + EIB  
■ PIN (dotation pour 5 ans) NIP (enveloppe for 5 years)

FED / EDF 7  
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation total  
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope

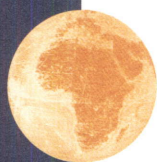


■ Environnement Environment  
■ Développement rural / pêche Rural development / fishing  
■ Secteurs sociaux Social sectors  
■ Autres Others

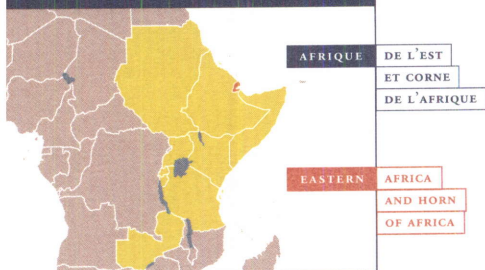
FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7  
paiements par instrument  
payments by instrument



■ Stabex Stabex  
■ FAS / SAF  
■ Divers Various  
■ PIN / NIP



# DJIBOUTI



## Indicateurs économiques

PNB par habitant	780 \$ (1993)
Exportations animaux vivants	5 mio \$ (1993)
Service de la dette / exportations	2,7 % (1993)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	3,01 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	45 % (1993)
Taux d'urbanisation	80 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	780 \$ (1993)
Exports live animals	5 mio \$ (1993)
Debt service / exports	2.7 % (1993)

## Social indicators

Population growth rate	3.01 % (1990-1995)
Primary schooling rate	45 % (1993)
Urbanization rate	80 % (1993)

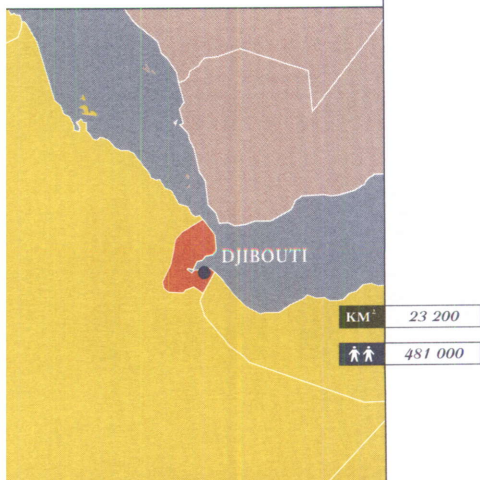
INDÉPENDANT depuis 1977, Djibouti est un petit territoire côtier, formé de plateaux et de chaînes basaltiques limités par d'énormes failles. La pluviométrie sporadique et faible ne permet pas vraiment le développement d'une agriculture qui se limite à de l'horticulture à petite échelle. N'ayant pas de réserves minérales importantes, ses revenus proviennent essentiellement de l'activité portuaire et de l'aide extérieure.

En dépit de l'introduction du multipartisme et de la tenue d'élections législatives en 1992 et présidentielles en 1993, le pays est en proie, depuis novembre 1991, à une guerre civile qui constitue un frein considérable à son développement. L'accord de paix signé en octobre 1994 entre les deux parties en conflit devrait rétablir la paix et les bases d'une relance économique. Djibouti est membre de la Zone d'Echanges Préférentiels (ZEP) et membre fondateur de l'IGADD (Intergovernmental Agency for Drought and Development).

De Lomé I à Lomé IV, le Programme Indicatif National est passé de 2,7 à 17,5 millions d'écus en se concentrant sur les secteurs sociaux: santé, éducation, formation, hydraulique urbaine, etc.

Djibouti a également bénéficié de l'aide alimentaire directe (1,5 million d'écus) et d'actions des ONG cofinancées par le budget de l'Union européenne.

En outre, 2,8 millions d'écus ont été prévus, au titre des capitaux à risques, pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement dans l'amélioration des liaisons internationales de télécommunication.



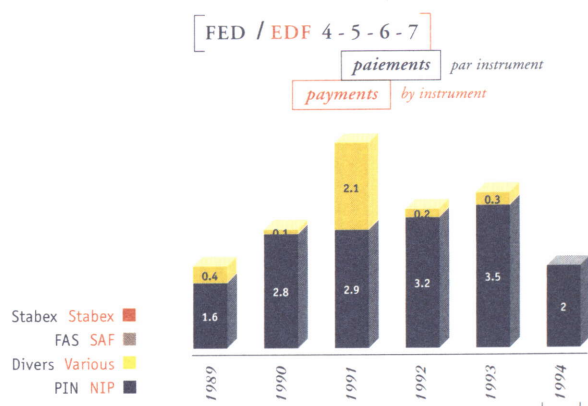
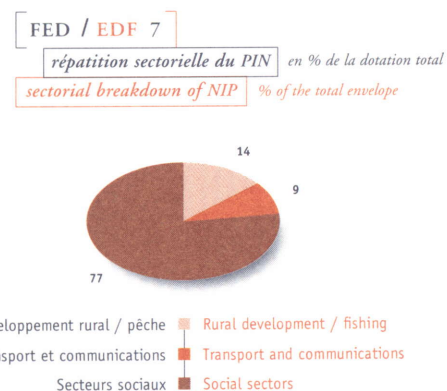
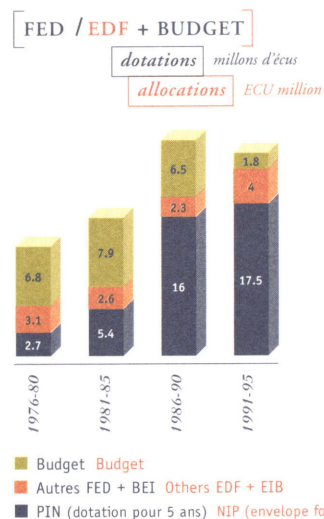
INDEPENDENT since 1977, Djibouti is a small coastal territory, consisting of plateaux and basaltic mountains limited by enormous faults. Rainfall is weak and sporadic and does not really allow the development of agriculture; indeed, this is limited to small scale horticulture. Having no significant mineral resources, Djibouti's revenues derive mainly from port activities and external aid.

In spite of the newly introduced multiparty political system, as well as the holding of legislative and presidential elections in 1992 and 1993 respectively, the country has faced a civil war since November 1991 which has considerably retarded its development. It is hoped that a peace agreement signed by the two parties to the conflict in December 1994 will provide the basis for peace and an economic upswing. Djibouti is a member of the Preferential Trade Area (PTA) and a founder member of IGADD (Intergovernmental Agency for Drought and Development).

From Lomé I to Lomé IV, the National Indicative Programme increased from ECU 2.7 million to 17.5 million, concentrating on social sectors: health care, education, urban water supply, etc.

Djibouti has also benefited from direct humanitarian aid (ECU 1.5 million) and NGO actions cofinanced from the European Union budget.

In addition, ECU 2.8 million have been made available through European Investment Bank intervention, in the form of risk capital to improve international telecommunication links.





# DOMINICA

SITUÉE au nord de la chaîne des Caraïbes (Iles Au Vent), la Dominique est devenue indépendante en 1978.

L'économie du pays repose essentiellement sur le secteur prédominant et vital de l'agriculture, la banane. Le gouvernement s'attache à développer ses infrastructures en vue de relancer la croissance économique et de développer l'éco-tourisme dans les années à venir. En effet, alors que la seconde moitié de la décennie 1980 a vu le taux de croissance réel du pays s'établir autour de 5,5 % en moyenne, ce dernier a chuté entre 2 et 2,6 % en 1991 et 1992. La récession mondiale et l'incertitude entourant l'avenir du secteur de la banane sont actuellement de nature à affecter l'économie ouverte et vulnérable de l'île.

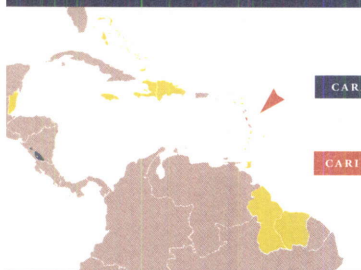
Les relations de coopération entre l'Union européenne (UE) et la Dominique ont débuté formellement en 1976 dans le cadre de l'Association entre l'UE et ses PTOM (Pays et Territoires d'Outre-mer), et se sont poursuivies avec l'adhésion du pays à la Convention de Lomé après son accession à l'indépendance. L'agriculture et les infrastructures rurales constituent les deux secteurs traditionnels de concentration de l'aide européenne.

Le Programme Indicatif National (PIN) de Lomé IV, doté de 5,5 millions d'écus, comporte deux secteurs d'intervention prioritaires. Le secteur du développement rural bénéficie d'une allocation de 2,5 millions d'écus destinée à promouvoir la diversification agricole par l'amélioration de la qualité et de la productivité de la production bananière et par le développement d'autres cultures. Dans le domaine de l'environnement, les projets financés (1,7 million d'écus) visent à appuyer la stratégie du pays en la matière, particulièrement en ce qui concerne la capacité de gestion, la lutte contre la déforestation, ainsi que la collecte et le traitement des déchets. Les autres secteurs d'aide non prioritaires sont le développement du tourisme et un programme pluriannuel de formation.

Depuis Lomé I, les principales exportations de la Dominique, bananes et noix de coco, bénéficient de transferts au titre du Stabex pour compenser les pertes subies à l'exportation jusqu'à présent, pour un montant total d'environ 13 millions d'écus.

De plus, la Banque Européenne d'Investissement a engagé 2,5 millions d'écus au titre des capitaux à risques qu'elle gère.

La Dominique figure parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de banane qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production (0,3 millions d'écus déjà engagés).



CARAÏBES

CARIBBEAN

## Indicateurs économiques

PNB par habitant	2680 \$ (1993)
Exportations	100 mio \$ (1993)
bananes	58,3 %
produits manufacturés	35 %
Service de la dette / exportations	5 % (1992)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	na/nd
Taux de scolarisation primaire	na/nd
Taux d'urbanisation	na/nd

## Economic indicators

GNP per capita	2680 \$ (1993)
Exports	100 mio \$ (1993)
bananas	58,3 %
manufactured goods	35 %
Debt service / exports	5 % (1992)

## Social indicators

Population growth rate	na/nd
Primary schooling rate	na/nd
Urbanization rate	na/nd



ROSEAU

KM<sup>2</sup> 750

72 000

DOMINICA, an island in the far north of the chain of Caribbean Islands (the Windward Islands), has been an independent State since 1978.

The country has a predominantly agricultural economy with a vital banana sector, and is developing its infrastructure to support future industrial growth and eco-tourism. In the second half of the 1980s real growth averaged 5.5 % with a definite slowdown in 1991 and 1992 (2 to 2.6 %). The worldwide recession, combined with the uncertainty over the future of the banana sector, is likely to affect Dominica's open and vulnerable economy.

The formal cooperation partnership with the European Union (EU) was initiated in 1976 within the framework of the Association between the EU and its OCTs (Overseas Countries and Territories), and continued when the newly independent country joined the Lomé Convention. The focus for cooperation has been mainly within the agricultural and rural infrastructure sectors.

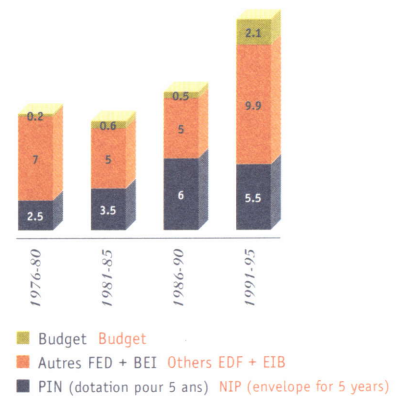
The Lomé IV National Indicative Programme (NIP) of ECU 5.5 million focuses on two sectors of intervention. The rural development sector has been allocated ECU 2.5 million to promote agricultural diversification directed towards increasing the quality and productivity of banana production, and to enhance diversification in other crops. As for the environment sector, projects aim at supporting Dominica's environmental strategy, especially regarding management capacity, deforestation, as well as waste collection and treatment. This area has been allocated ECU 1.7 million. The other non-priority sectors are tourism development and a multi-annual training scheme.

Since Lomé I, Dominica's main exports, bananas and coconuts, have benefited from Stabex transfers (totalling around ECU 13 million) which have compensated for shortfalls in the country earnings from these two products.

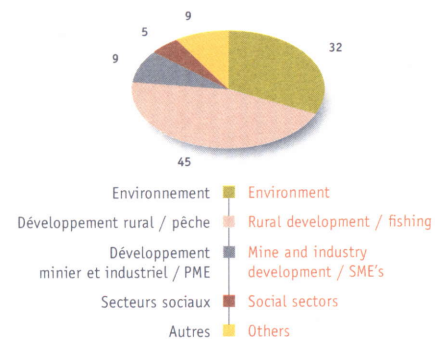
Moreover, the European Investment Bank has committed ECU 2.5 million risk capital.

The special system of assistance to ACP traditional banana producers introduced in 1994 will also benefit the Dominica's banana sector (ECU 0.3 million already committed) to help improve productivity and quality.

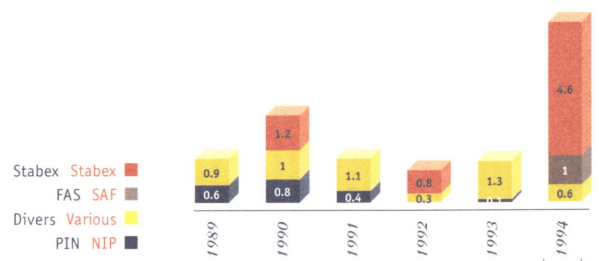
FED / EDF + BUDGET  
dotations millions d'écus  
allocations ECU million

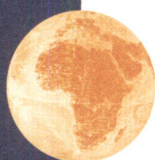


FED / EDF 7  
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation total  
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope

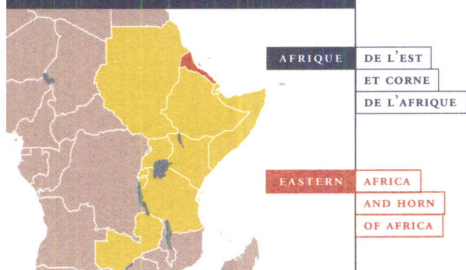


FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7  
paiements par instrument  
payments by instrument





# ERITREA



## Indicateurs économiques

PNB par habitant	na/nd
Exportations <i>sel</i>	na/nd 70 %
Service de la dette / exportations	na/nd

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	2,7 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	42 % (1993)
Taux d'urbanisation	15 % (1992)

## Economic indicators

GNP per capita	na/nd
Exports <i>salt</i>	na/nd 70 %
Debt service / exports	na/nd

## Social indicators

Population growth rate	2.7 % (1990-1995)
Primary schooling rate	42 % (1993)
Urbanization rate	15 % (1992)

TERRITOIRE de 120 000 km<sup>2</sup> situé au nord-est de l'Éthiopie, entre le Soudan et Djibouti et en bordure de la Mer Rouge, l'Erythrée a acquis son indépendance en mai 1993, après que la population ait répondu positivement au référendum d'autodétermination.

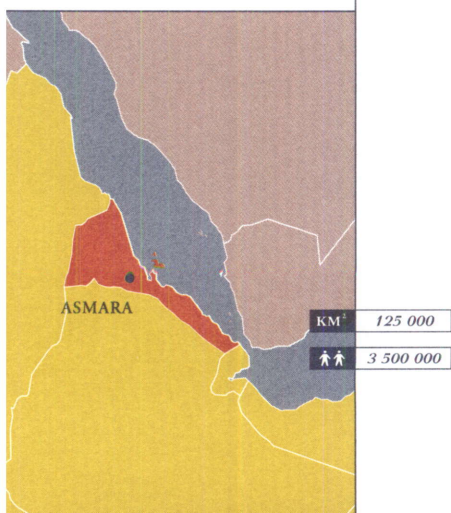
Ce nouveau pays a maintenu de bonnes relations diplomatiques avec tous ses voisins, et a rejoint le groupe ACP pour devenir le 70<sup>ème</sup> pays signataire de la Convention de Lomé IV.

L'assistance à l'Erythrée a démarré dès 1992 par le lancement d'un programme à court terme de réhabilitation et de reconstruction. Ce programme, doté de 20 millions d'écus, s'est concentré principalement sur la réhabilitation des infrastructures sociales et de transport, l'irrigation et l'appui au renforcement institutionnel. A défaut de disposer alors d'un Programme Indicatif, les fonds mobilisés pour ce programme de réhabilitation ont été prélevés sur le Programme Indicatif de l'Éthiopie.

En mai 1994, le premier PIN de l'Erythrée a été signé et doté de 35 millions d'écus supplémentaires, ce qui porte à 55 millions d'écus le montant définitif alloué à ce titre sous Lomé IV. Les principaux secteurs d'intervention prioritaires qui ont été retenus sont les transports, les communications, l'énergie, l'électrification et le développement rural. L'Union étudie actuellement l'éligibilité du pays au soutien à l'ajustement structurel.

Par ailleurs, les opérations d'aide humanitaire d'urgence ont déjà bénéficié de près d'1 million d'écus, auquel il convient d'ajouter 3,7 millions d'écus en faveur d'un projet d'envergure de contrôle du paludisme et d'un projet d'irrigation, qui ont été financés au titre de l'assistance aux réfugiés.

Sur le budget de l'Union européenne, 73 millions d'écus ont été allouées depuis 1993 pour des opérations d'aide alimentaire. Cette aide a notamment été utilisée pour la construction d'entrepôts de stockage de denrées alimentaires dans le port de Massawa (2 millions d'écus) et la fourniture de semences (0,5 millions d'écus). En 1994, l'aide alimentaire a représenté à elle seule 34 millions d'écus supplémentaires.



A LAND of 120 000 km<sup>2</sup> situated north-east of Ethiopia and bordering the Red Sea between Sudan and Djibouti, Eritrea acquired its independence in May 1993 when its population responded positively to a referendum on self-determination.

This new country has maintained good diplomatic relations with all its neighbours and joined the ACP group, becoming the 70th signatory of the fourth Lomé Convention.

Assistance to Eritrea got off the ground in 1992 with the launching of a short-term rehabilitation and reconstruction programme. This programme, endowed with ECU 20 million, concentrates mainly on restoring social and transport infrastructures, on irrigation and the strengthening of institutions. As Eritrea has not yet been allocated an Indicative Programme, the funds raised for this programme were deducted from the Ethiopian Indicative Programme.

Eritrea has now been allocated an Indicative Programme (NIP) which was signed in May 1994 and amounts to a further ECU 35 million, which takes the final amount of the NIP to ECU 55 million under Lomé IV. The main sectors of priority intervention which were chosen are transport and communications and rural development. The Union is currently looking into Eritrea's eligibility for support from the Structural Adjustment Programme (SAP).

In addition almost ECU 1 million has already been given in the form of emergency and food aids, to which should be added ECU 3.7 million for a large-scale project to control malaria and for an irrigation project which have also been funded in the form of assistance to refugees.

From the European Union budget, ECU 73 million was allocated since 1993 for food aid operations. This aid was mainly being used to build warehouses for foodstuffs in the port of Massawa (ECU 2 million) and to provide seeds (ECU 0.5 million). In 1994, food aid alone amounts to ECU 34 million.

FED / EDF + BUDGET

dotations millions d'écus

allocations ECU million

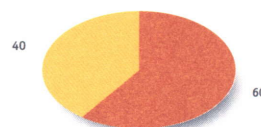


■ Budget Budget  
 ■ Autres FED + BEI Others EDF + EIB  
 ■ PIN (dotation pour 5 ans) NIP (enveloppe for 5 years)

FED / EDF 7

répartition sectorielle du PIN en % de la dotation total

sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



■ Infrastructures de transport et énergie  
 ■ Programme de réhabilitation et assistance technique  
 ■ Transport infrastructures and energy  
 ■ Rehabilitation programmes and technical assistance

FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7

paiements par instrument

payments by instrument

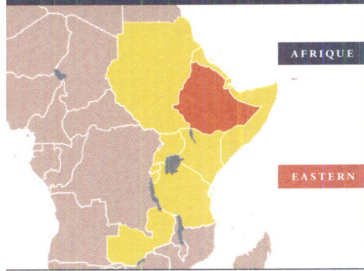


■ Stabex Stabex  
 ■ FAS SAF  
 ■ Divers Various  
 ■ PIN NIP





# ETHIOPIA



AFRIQUE DE L'EST ET CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND HORN OF AFRICA

## Indicateurs économiques

PNB par habitant	100 \$ (1993)
Exportations	30 mio \$ (1993)
café	50 %
peaux	15 %
Service de la dette / exportations	8,9 % (1993)

## Indicateurs sociaux

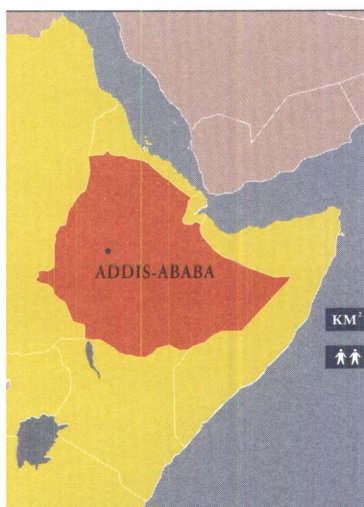
Taux de croissance de la population	3,05 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	26 % (1993)
Taux d'urbanisation	13 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	100 \$ (1993)
Exports	30 mio \$ (1993)
coffee	50 %
skins	15 %
Debt service / exports	8,9 % (1993)

## Social indicators

Population growth rate	3,05 % (1990-1995)
Primary schooling rate	26 % (1993)
Urbanization rate	13 % (1993)



KM<sup>2</sup> 1 221 900

56 900 000

BÉNÉFICIAIRE d'un climat tempéré, mais aride en altitude, en dehors de la saison des pluies allant d'avril à septembre, l'Éthiopie a 90% de sa population concentrée sur des plateaux qui occupent la moitié de son territoire.

L'Éthiopie est caractérisée par un riche patrimoine culturel et une longue histoire. Durant les trente dernières années, le pays a connu une situation politique et économique difficile avec des conflits civils et de graves périodes de sécheresses prolongées. Le Gouvernement de transition, institué en mai 1991, a hérité d'une économie sinistrée avec l'un des plus bas PNB par habitant au monde. Le pays connaît à présent une période de paix et a amorcé la reconstruction de son économie, alors que l'Erythrée a accédé à l'indépendance en 1993.

La coopération avec l'Union européenne a débuté en 1975, et s'est essentiellement concentrée sur l'agriculture et le développement rural, les transports, le renforcement institutionnel, les infrastructures sociales et, plus récemment, l'appui à l'ajustement structurel et le développement du secteur privé. En tenant compte de toutes les différentes aides qui lui sont allouées, l'Éthiopie est le plus important bénéficiaire de l'assistance européenne aux pays ACP.

Sous Lomé IV, le Programme Indicatif National de 205 millions d'écus porte sur le financement de plusieurs programmes de développement rural, comportant en particulier l'amélioration du réseau routier rural et le soutien au secteur privé des PME, ainsi que le développement et la diversification des exportations (actuellement de l'ordre de 50 % en café, et 15% en cuirs et peaux). D'autres actions au titre du PIN prévoient un appui au renforcement institutionnel et à la formation, à l'approvisionnement en eau et à l'évacuation des eaux usées, à la conservation des sols et à l'environnement, aux microprojets ainsi qu'à la conservation et au développement des richesses culturelles.

L'appui aux réformes macro-économiques au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (75 millions d'écus) tient une place importante. Les transferts au titre du Stabex (187,5 millions d'écus pour les années d'application 1990 - 1993) ont été centrés sur le renforcement des principaux secteurs d'exportation et sur la diversification du commerce d'exportation, par le biais notamment de la promotion des PME.

Des actions significatives ont aussi pu être lancées grâce au budget de l'Union européenne, notamment d'importantes aides alimentaires (plus de 271 millions d'écus depuis 1991) et de nombreux projets à plus petite échelle cofinancés et/ou mis en oeuvre avec des ONG pour une somme globale d'environ 15 millions d'écus (Initiative Spéciale en faveur de la réhabilitation en Afrique) au cours de la même période.

En outre, 40 millions d'écus seront fournis pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques, dont 20 millions ont déjà été engagés pour l'amélioration des réseaux de télécommunications nationaux et internationaux.

ETHIOPIA has a temperate climate, though it is arid in the highlands (which cover half its territory) outside the rainy season from April to September. 90 % of the country's population is concentrated in this part of the country.

Ethiopia has a rich cultural heritage and a long history. Over the last thirty years, the country has experienced a difficult political and economic situation with serious civil upheavals and conflicts, and prolonged droughts. The Transitional Government established in May 1991 inherited a damaged economy with one of the lowest GNP per capita in the world. The country is now enjoying a period of peace and has initiated economic reconstruction, while Eritrea became independent in 1993.

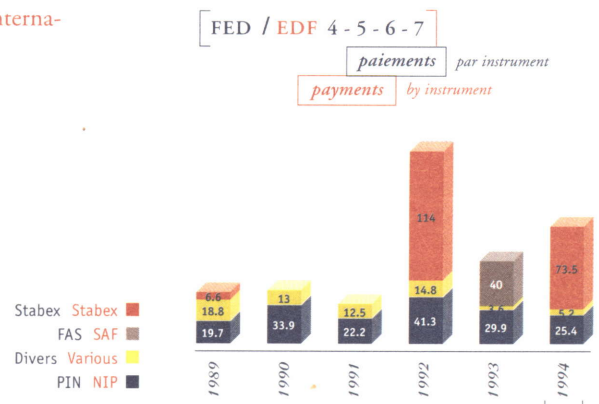
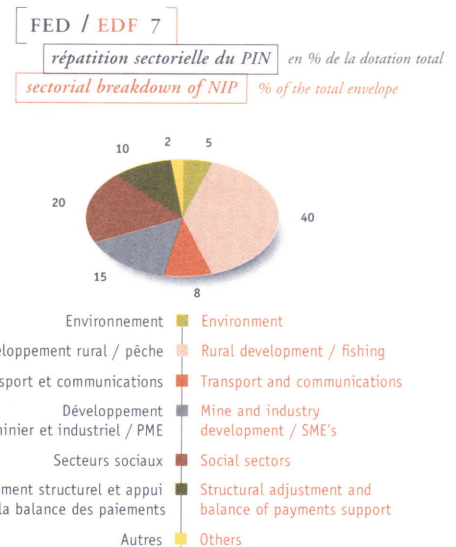
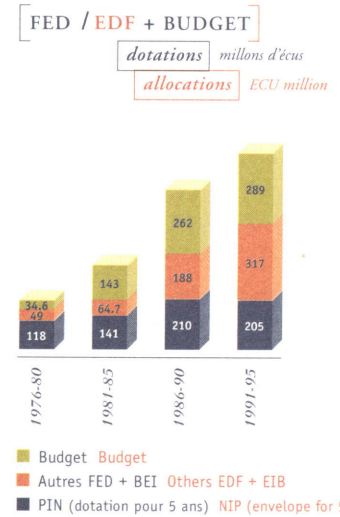
Cooperation with the European Union began in 1975, concentrating mainly on agriculture and rural development, transport infrastructure, institutional strengthening, social infrastructure and, more recently, structural adjustment support and private sector development. Taking into account all assistance instruments, the country is the largest recipient of European assistance ahead of any other ACP State.

Under Lomé IV, the ECU 205 million National Indicative Programme consists of several rural development schemes, including particularly the upgrading of the rural road network and support to the private SME sector, as well as development and diversification of exports (presently about 50 % for coffee, 15 % for hides and skins). Other actions from NIP resources include support for institutional strengthening and training, water supply and sewerage, soil conservation and environmental protection, microprojects, and conservation/development of cultural assets.

Support for macroeconomic reforms under the Lomé IV Structural Adjustment Facility (ECU 75 million) is of particular significance. Stabex transfers (ECU 187.5 million for application years 1990 - 1993) have been focused both on strengthening the major export sectors and diversification of Ethiopia's export trade, particularly through SME promotion.

Significant actions have also been launched from the European Union's budget, such as major food aid operations (more than ECU 271 million since 1991) and many smaller scale projects have been cofinanced and/or implemented, during the same period, by NGOs in various parts of the country for a global amount of around ECU 15 million (Special Initiative for rehabilitation support in Africa).

Moreover, ECU 40 million will be provided through the European Investment Bank intervention in the form of risk capital, of which 20 million have already been committed for the improvement of the national and international telecommunication links.





# FIJI



PACIFIQUE

PACIFIC

## Indicateurs économiques

PNB par habitant	2140 \$ (1993)
Exportations	448 mio \$ (1993)
sucre	38 %
textiles	24 %
Service de la dette / exportations	6 % (1993)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	0,96 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	125 % (1993)
Taux d'urbanisation	39,3 % (1990)

## Economic indicators

GNP per capita	2140 \$ (1993)
Exports	448 mio \$ (1993)
sugar	38 %
garments	24 %
Debt service / exports	6 % (1993)

## Social indicators

Population growth rate	0,96 % (1990-1995)
Primary schooling rate	125 % (1993)
Urbanization rate	39,3 % (1990)

LA RÉPUBLIQUE de Fidji est un archipel d'environ 300 îles dispersées sur plus de 1.3 million de km<sup>2</sup> d'océan. La population est d'origine fidjienne (50 %), indo-fidjienne (45 %), ou autre (5 %). Fidji a acquis l'indépendance au sein du Commonwealth en 1970, pour se déclarer république en 1987. Des élections pluralistes ont eu lieu en 1992 et 1994.

Fidji est un des pays les plus grands et les plus riches de la région du Pacifique. Son économie se base sur l'industrie du sucre et du tourisme, les produits manufacturés prenant plus récemment de l'importance. Les principaux produits exportés sont: le sucre, le textile, les produits de la mer et l'or. La croissance économique a été entravée par un marché national restreint et dispersé, le peu de ressources naturelles, l'éloignement par rapport aux marchés d'exportation, les catastrophes naturelles et, occasionnellement, l'émigration de la main-d'oeuvre spécialisée.

La coopération avec l'Union européenne a débuté avec la première Convention de Lomé. Entre Lomé I et III, les Programmes Indicatifs Nationaux (PIN), axés sur le développement rural et l'agriculture, se sont élevés à plus de 40 millions d'écus au total. D'autres projets ont été mis en oeuvre dans les secteurs du transport, des communications, du commerce et des services.

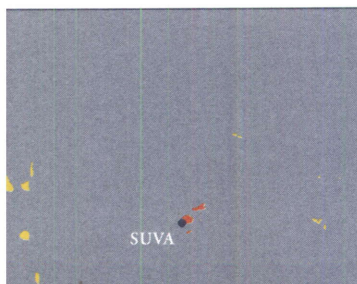
Au cours de la même période, le système Stabex a par ailleurs fourni 5,4 millions d'écus au total en compensation du déficit dans les exportations d'huile de coco.

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) est un important bailleur de fonds depuis Lomé I (79,5 millions d'écus de prêts sur ressources propres et près de 8 millions au titre des capitaux à risques). Elle accorde des prêts aux secteurs de l'électricité et du bois.

Les priorités du PIN de Lomé IV sont le développement rural et l'infrastructure sociale. En raison du cyclone qui a ravagé le pays en janvier 1993 et pour lequel une aide d'urgence de 1 million d'écus a été attribuée, la mise en oeuvre du PIN (22 millions d'écus) a débuté en 1993/1994 par le financement de deux grands ponts et deux ponts de moindre taille. Des projets axés sur la santé dans les campagnes et sur le développement humain vont suivre.

La BEI a initié ses opérations par le financement d'un centre de maintenance pour l'aéroport de Nadi.

Les îles Fidji bénéficient du second quota en importance (165 348 de tonnes par an) au titre du protocole sucre annexé aux Conventions de Lomé, qui couvre environ 45 % de la totalité de ses exportations de sucre.



SUVA

KM<sup>2</sup> 18 270

747 000

THE REPUBLIC of Fiji is an archipelago of some 300 islands spread over 1.3 million km<sup>2</sup> of ocean. Its population is composed of indigenous Fijians (50 %), Indo-Fijians (45 %) and others (5 %). Fiji became independent within the Commonwealth in 1970, and declared itself a republic in 1987. Multiparty elections were held in 1992 and 1994.

Fiji ranks as one of the largest and richest countries in the Pacific region. Its economy relies traditionally on the sugar industry and tourism, while manufacturing is a more recent significant activity. Main exports are sugar, textile, fish products and gold. Economic growth has been hampered by a small and dispersed domestic market, a narrow resource and production base, distance to export markets, natural disasters and, occasionally, by emigration of skilled manpower.

Cooperation with the European Union started with the First Lomé Convention. From Lomé I to Lomé III, the National Indicative Programmes (NIPs) amounted to a total of more than ECU 40 million, concentrating on rural development and agriculture. Other projects were implemented in transport and communications as well as trade and services sectors. Moreover, a total of ECU 5.4 million was provided during the same period under the Stabex system, to compensate shortfalls in export earnings of coconut oil.

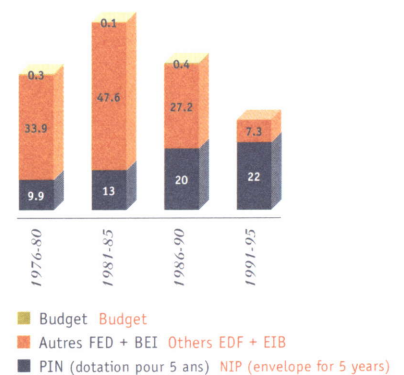
The European Investment Bank (EIB) has been an important donor since Lomé I (ECU 79.5 million loans from its own resources and almost ECU 8 million under risk capital), extending loans to the electricity and the wood industry.

The priorities under the Lomé IV NIP are rural development and social infrastructure. Following a destructive cyclone in January 1993, for which ECU 1 million emergency aid has been allocated, the implementation of the NIP (ECU 22 million) has started in 1993/1994 with the financing of two smaller and two major road bridges. Projects in the sectors of rural health support and human resource development will follow.

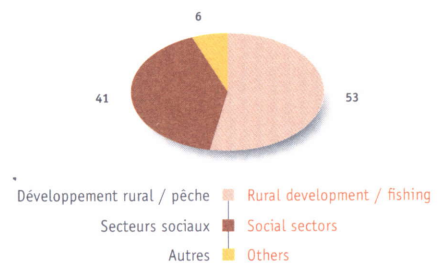
The EIB started its operations with the financing of a maintenance centre of the Nadi airport.

Fiji benefits from the second largest quota (165 348 tonnes per year) under the sugar Protocol annexed to the Lomé Conventions, which covers some 45 % of its total sugar exports.

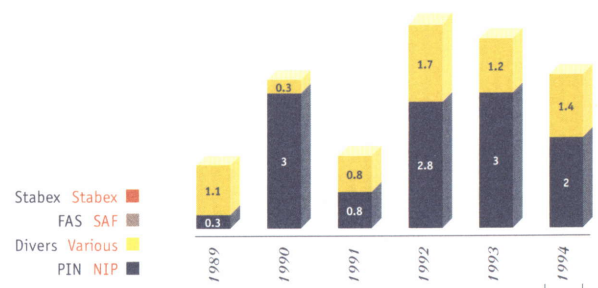
FED / EDF + BUDGET  
dotations millions d'écus  
allocations ECU million



FED / EDF 7  
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation total  
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope

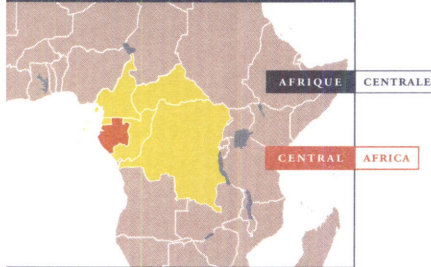


FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7  
paiements par instrument  
payments by instrument





# GABON



## Indicateurs économiques

PNB par habitant	4050 \$ (1993)
Exportations	2353 mio \$ (1993)
<i>pétrole</i>	81 %
<i>bois</i>	9 %
Service de la dette / exportations	6 % (1993)

## Indicateurs sociaux

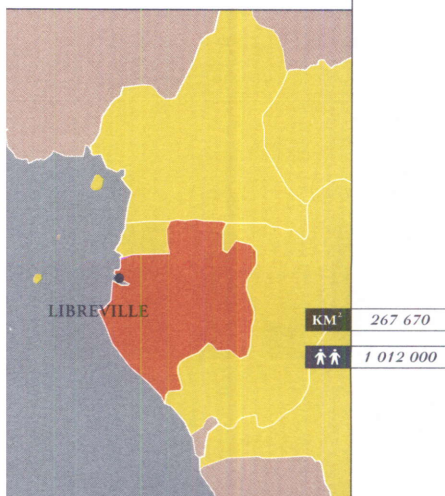
Taux de croissance de la population	3,31 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	na/nd
Taux d'urbanisation	48 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	4050 \$ (1993)
Exports	2353 mio \$ (1993)
<i>oil</i>	81 %
<i>timber</i>	9 %
Debt service / exports	6 % (1993)

## Social indicators

Population growth rate	3,31 % (1990-1995)
Primary schooling rate	na/nd
Urbanization rate	48 % (1993)



INDÉPENDANT depuis 1960, le Gabon a adopté un régime pluraliste en 1990. Le pays est richement doté en ressources naturelles, avec 80 % de sa superficie couverte de forêts tropicales denses. Plus importantes encore sont les ressources minières: le manganèse, l'uranium, et surtout le pétrole, dont la mise en valeur domine toute l'activité économique du secteur industriel moderne. Face à ces potentialités, le Gabon souffre d'un handicap majeur: le sous-peuplement. Avec un peu plus de 1 million d'habitants, la densité moyenne est de l'ordre de 4 hab/km<sup>2</sup> et plus de la moitié de la population vit en milieu urbain. Une gestion imprudente de l'économie, aggravée par la détérioration des termes de l'échange, a provoqué de graves déséquilibres structurels qu'un programme de réformes économiques doit contribuer à redresser.

A partir de la première Convention de Lomé, les ressources du Fonds Européen de Développement (FED) ont été principalement destinées à appuyer le développement rural qui en a absorbé près de 70 % depuis 1980.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV (29 millions d'écus) prévoit une concentration des ressources du FED sur la santé, l'amélioration de l'enseignement primaire et professionnel et l'hydraulique villageoise. Mais la mise en oeuvre du PIN a pris du retard en raison des difficultés rencontrées dans l'élaboration et l'adoption des politiques sectorielles de développement cohérentes.

Le Gabon a aussi bénéficié d'autres instruments de l'aide européenne, notamment d'un transfert au titre du Stabex (3,1 millions d'écus pour le bois sous Lomé III) ainsi que des ressources réservées à la coopération régionale, notamment dans le domaine de la coopération culturelle et de la protection des écosystèmes forestiers. En raison des difficultés que traversent les secteurs de production de l'uranium et du manganèse, le Gabon devrait être éligible au financement du Sysmin. L'Union européenne a également participé au financement des élections législatives du pays.

En outre, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) pourrait contribuer, sur les ressources dont elle assure la gestion, au financement de projets dans les secteurs productifs.

**INDEPENDENT** since 1960, Gabon adopted a multi-party regime in 1990. It is richly endowed with natural resources, with 80 % of its surface area covered with dense tropical forest. More important still are its mineral resources: manganese, uranium and especially oil, whose exploitation dominates all today's economic activity in the modern industrial sector. Yet notwithstanding this potential, Gabon has a major handicap: under-population. With one million inhabitants in a country of 268 000 km<sup>2</sup>, the average population density is of the order of 4 inhabitants/km<sup>2</sup>. More than half the population is urban. Imprudent management of the economy, aggravated by the deterioration of terms of trade, provoked serious structural imbalances which an economic reform programme must help redress.

Since Lomé I, EDF resources have gone mostly towards rural development: almost 70 % since 1980. The National Indicative Programme (NIP) under Lomé IV (ECU 29 million) foresees a concentration of EDF resources on health care, improving primary and professional education and village hydraulics. But the implementation of the NIP has been delayed due to difficulties that have arisen in the drawing up and adoption of coherent sectoral policies.

Gabon has benefited from other European Union aid instruments, notably a Stabex transfer of ECU 3.1 million for wood (under Lomé III), as well as resources reserved for regional cooperation initiatives, particularly in the areas of cultural cooperation and the protection of forest eco-systems. As a result of difficulties affecting uranium and manganese production, Gabon should qualify soon for Sysmin aid. The EU has also participated in the financing of the country's legislative elections.

Moreover, the European Investment Bank (EIB) might make a contribution, from its own resources, to the financing of projects in the production sectors.

